

Sécurité 13 Globale

Automne 2010

Dossier Stratégies anti-drogues

Vincent DESPORTES
« La guerre en face »

Premières Assises nationales
de la recherche stratégique

Production et trafic de cocaïne : que disent les chiffres ?

Xavier RAUFER

*Directeur des études au département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines (MCC),
Paris II. (xr@xavier-raufer.com)*

Cocaïne : idées reçues, idées fausses ?

En janvier 2009, *Libération* annonce « Drogues : les chiffres de l'ONU sont "grotesques" ». L'article relate une étude (sur laquelle nous revenons longuement) selon laquelle la production de cocaïne serait sans doute deux à trois fois plus importante, que ce qu'annoncent, à peu près semblablement, l'ONU et les États-Unis. Mais six mois plus tard, le même quotidien révèle que « La coke s'effondre »¹.

Cette confusion dépasse de loin les colonnes des quotidiens : de longue date, on la retrouve dans les médias du monde entier. Mais surtout, elle en reflète une autre qui, elle, règne dans les organismes

officiels concernés par la répression du narcotrafic.

Il est surprenant qu'une drogue, si dangereuse en termes de santé publique, soit traitée avec tant de légèreté. Comment réagirait l'opinion européenne si, dans l'Union, nul ne savait quantifier sérieusement les malades du Sida, ou les chômeurs ; et si à leurs propos, de bien confus « experts » échangeaient des chiffres allant du simple au quintuple ?

Or comme le prouvent les données officielles suivantes, la production, le trafic et la consommation de stupéfiants – et précisément de cocaïne – sont tout sauf anodins.

D'abord, une estimation générale : toutes drogues confondues et à tous niveaux sans doute², le trafic mondial de stupéfiants serait de 300 milliards d'euros par an, soit environ 1 % du commerce mondial, ou proche du Produit national brut du Danemark ou de la Grèce.

- Au prix de gros (celui qui enrichit les « cartels ») le chiffre d'affaires mondial annuel pour la seule cocaïne serait d'environ 50 milliards d'euros.

- Dans l'Union européenne, la lutte contre la drogue (en particuliers et toujours plus contre la cocaïnomanie) coûte chaque année de 28 à 40 milliards d'euros, avec un plausible point moyen d'environ 34 milliards d'euros.

- Dans l'Union européenne, de 7 000 à 8 000 personnes décèdent chaque année du fait des stupéfiants (surdoses, embolies, chocs cardiaques, et toujours plus à cause de la cocaïne). De 1990 à 2005, l'UE a enregistré pas moins de 130 000 décès³ liés à la drogue.

On le voit, le niveau du danger est élevé et la confusion – voire l'ignorance – concernant la production mondiale réelle de cocaïne est dangereuse. Mais comment traiter sérieusement un mal qu'on ne sait pas même évaluer?

Que croit-on savoir ?

Cocaïne : données mondiales, selon l'ONU DC et les États-Unis

• **L'agriculture de la cocaïne** (chiffres de 2008-2009, derniers disponibles)

1 hectare (ha) de cocaïer = 4,2 tonne (t) de feuilles de coca fraîches par an = 6,6 kg de cocaïne pure⁴,

1 t de feuille de coca fraîche = 1,4 kg de cocaïne-base,

1 kg de cocaïne base = 900 g de chlorhydrate⁵ de cocaïne (cocaïne HCL),

1 kg de pâte base = ± 970 US\$,

1 kg de cocaïne-base = ± 1 450 US\$.

Notons que, désormais, les progrès de l'agronomie permettent, au Pérou, cinq récoltes de coca par an (alors que le cacao, lui, ne permet que deux récoltes annuelles).

• **L'économie de la cocaïne** (chiffres de 2008-2009, derniers disponibles)

Cocaïne : formation des prix	
Stade	Coca et cocaïne
À la ferme	1 tonne de feuilles : de 650 à 1 100 US\$
À l'export	1 kg cocaïne ± \$ 2 350
Importé	Miami : \$ 15 à 20 000
Prix de gros 1 kg	Chicago : \$ 33 000
Prix au détail 1 g	Chicago : \$ 120

Source : synthèse DEA-US + ONU DC

La production et le raffinage de la cocaïne coûtent aux narcos environ 20 % du prix au détail de cette drogue dans les pays occidentaux ; son trafic international, lui, environ 10 %.

À la ferme, une tonne de feuilles de coca coûte (= « se vend ») de 650 à 1 100 US\$.

Au prix de gros, 1 kg de cocaïne HCL importé à Miami coûte de 15 000 à 20 000 US\$,

Au prix de gros, 1 kg de cocaïne HCL importé à Chicago coûte environ 33 000 US\$. (1 gramme dans cette même ville : ± 120 US\$).

• **Production et saisies de cocaïne** (selon l'ONU DC et les États-Unis ⁶)

Année 2008

- Surfaces cultivées en 2008. Cette année-là, selon l'ONU DC, la culture de la coca s'est opérée sur 167 000 hectares (diminution de 8 % par rapport à l'année 2007).

Colombie : 81 000 hectares (- 18 % par rapport à 2007),

Bolivie : 30 500 ha (+6 %),

Pérou : 56 100 ha (+4 %) ; de 1998 à 2008, les surfaces plantées en coca ont augmenté de 45 % au Pérou.

- En 2008 (ONU DC), la « production potentielle de chlorhydrate de cocaïne » aurait été de 845 tonnes (51 % produits en Colombie, 36 % au Pérou, 13 % en Bolivie).

- Saisies en 2008 : 412 tonnes à l'échelle mondiale, dont ± 198 tonnes en Colombie, ± 20 tonnes au Pérou et 76,4 tonnes dans l'Union européenne.

Remarquons d'ores et déjà les dissonances sur l'année 2008 : l'ONU DC estime que 430 tonnes de cocaïne ont été produites en Colombie, alors que pour la CIA, c'est 295 tonnes.

Année 2007

Cultures en 2007, selon nos deux sources		
Pays	ONU DC	NDIC / États-Unis
Colombie	99 000 ha	167 000 ha
Pérou	53 700 ha	36 000 ha
Bolivie	28 900 ha	29 500 ha
Total	181 600 ha	232 500 ha

- Production en 2007 ⁷ : 994 tonnes de cocaïne HCL (selon l'ONU DC) ; 865 t, selon NDIC/États-Unis.

- Saisies en 2007 : 710 tonnes (pas uniquement de la cocaïne pure, selon l'ONU DC, le chiffre est donc peu significatif). 45 % de cette drogue ont été saisis en Amérique latine, 28 % en Amérique du Nord et 11 % en Europe, occidentale ou centrale.

Année 2006

Selon l'ONU DC : coca cultivée sur 156 900 ha ; 984 t de cocaïne produite,

Selon NDIC/États-Unis : coca cultivée sur 220 000 ha ; 970 t de cocaïne produite.

Bilan des années écoulées

Pour l'ONU DC, de 2000 à 2007, il s'est produit chaque année de 800 à 1 000 t de cocaïne dans le cône nord de l'Amérique latine ; de 1990 à 2007, remarque aussi l'ONU DC, la production de cocaïne pure dans la région a augmenté de 28 % du fait des progrès de l'agronomie, alors que les surfaces cultivées en coca y diminuaient de ± 25 %.

- **États-Unis, principal consommateur au monde**

En 1970, toutes drogues confondues, 4 millions d'Américains reconnaissent avoir consommé « au moins une fois » une substance illicite ; 112 millions faisaient le même aveu en 2003.

Au cours des trente-trois dernières années, les États-Unis sont devenus, et de loin, le principal consommateur mondial de stupéfiants, tous types et toutes provenances confondus. « En 2008, environ 5,3 millions d'individus âgés de 12 ans et plus ont déclaré avoir consommé de la cocaïne dans les 12 mois précédents... Chaque jour, aux États-Unis, environ 2 000 personnes sont initiées à la cocaïne, soit environ 700 000 durant l'année 2008 »⁸.

Une consommation spécialement importante chez les marginaux et/ou malfaiteurs : en 2004, un échantillon de 3 700 détenus dans des prisons fédérales et de 14 500 prisonniers dans les prisons d'État montrait qu'au niveau fédéral, 18 % des détenus avaient usé de cocaïne dans le mois précédant l'infraction leur valant d'être incarcéré, 21 % pour les prisons d'État.

Preuve de la banalisation de la cocaïne dans le quotidien des États-Unis : selon le US Office of National Drug Control Policy de Washington DC, reprenant une étude faite en 2009 par des chimistes de la George Washington University, 95 % des petites coupures (*street cash*) en circulation dans la capitale américaine portent des traces de cocaïne ; 20 % de plus en deux ans !

Et les drogues – notamment la cocaïne – sont devenues, lors de ces trente dernières années, toujours plus accessibles et bon marché. Le prix moyen au détail d'un gramme de cocaïne aux États-Unis (dollars constants) est de 100 dollars en 2002 contre 700 dollars en 1982.

En revanche, la consommation de drogues illicites coûte fort cher à la société américaine : pour le General Accounting Office (équivalent américain de la Cour des comptes), l'impact de la toxicomanie sur l'économie américaine est estimé à 215 milliards de dollars par an, en y incluant les coûts de santé publique, la criminalité violente (justice et police, etc.) et les pertes de productivité. À ces dépenses, surtout intérieures, s'ajoute bien sûr, pour le budget fédéral, le coût de la « guerre (internationale) à la drogue », soit 15 milliards de dollars en 2010.

Pour la seule cocaïne, le ministère américain de la Justice estime ainsi qu'en 2009, 40 milliards de dollars provenant de la vente sur le sol américain sont retournés au Mexique, au profit des cartels de ce pays.

La cocaïne en Europe

- **L'économie de la cocaïne en Europe**

En Europe, le prix du gramme de cocaïne va de 44 à 88 euros. Après ajustement d'après l'inflation, on constate que le prix moyen de cette drogue est en baisse constante. Sur une base 100 en 2001 (100 euros pour un gramme en 2001), le prix moyen constaté était de ± 70 euros en 2008.

- **Les saisies de cocaïne en Europe**

Elles étaient d'environ 77 tonnes pour l'année 2008 (121 tonnes en 2006, \pm 32 tonnes en 1996). Lors de toutes ces saisies, la pureté de la drogue allait de 22 % à 57 %.

La moitié des saisies opérées en Europe le sont en Espagne. En 2008, 30 tonnes de cocaïne ont été saisies en mer par le MAOC/N (Maritime Analysis and Operation Center/Narcotics) créé en 2007.

- **La consommation de cocaïne en Europe**

On constate dans la dernière décennie une forte croissance de la consommation de la cocaïne en Europe, avec un bond de 1998 à 2007, notamment en Espagne et au Royaume-Uni.

Consommateurs de cocaïne dans l'Union européenne (entre 15 et 64 ans sur année 2008) : au moins une fois dans leur vie = \pm 13 millions (environ 4 % des adultes européens) ; au cours de l'année écoulée = 4 millions d'adultes ; au cours du mois écoulé = 1,5 million d'adultes.

Jeunes adultes (entre 15 et 34 ans) ayant consommé de la cocaïne dans les 12 derniers mois = 3 millions ; une fois minimum dans leur vie = 7,5 millions ; de 15 à 24 ans une fois minimum = 2,2 millions.

Européens ayant utilisé la cocaïne sur l'année écoulée (entre 15 et 64 ans) : en Espagne = 8,3 % ; en Italie = 6,8 % (Grèce = 1 %).

Parmi les 15-24 ans sur l'année écoulée : en Europe = 2,2 % ; en Espagne = 5,4 % , au Danemark = 5,6 %.

- **En France**

La cocaïne coûtait (au détail) environ 150 euros le gramme en 1999 ; 60 euros en 2009.

En 2009, la douane a saisi 5,2 tonnes de cocaïne, son plus beau score en 20 ans (seules 2,5 tonnes étaient saisies en 2005) : 1,3 tonne par voie aérienne, 2,1 tonnes par voie maritime, 1,8 tonnes par voie terrestre.

- **Le cas de la Grande-Bretagne ⁹**

Chaque année, de 25 à 30 tonnes de cocaïne pénètrent au Royaume-Uni (saisies ces dernières années : de 3 à 4 tonnes/an).

En 1999, un gramme de cocaïne coûtait en moyenne 80 livres sterling en Grande-Bretagne, 40 en 2009. Selon le lieu d'achat et la pureté, une « ligne » de cocaïne coûte aujourd'hui de 2 à 8 £.

3 % des adultes (entre 16 et 59 ans) en consomment chaque année, soit 974 000 personnes. De 1996 à 2008, cette proportion a été multipliée par cinq (en 1996, 0,6 % ; en 2008, 3 %).

Même quintuplement dans la catégorie des 16-24 ans : \pm 6 %, soit 438 000 individus en 2008, dont la moitié sont des usagers fréquents (plus d'une fois par mois).

Idem pour les militaires : de 2000 à 2008, le nombre de militaires britanniques dont les analyses d'urine ont été positives à la cocaïne a, lui aussi, été multiplié par cinq.

Il y avait en 2008 ± 12 600 adultes soignés en Grande-Bretagne pour addiction à la cocaïne (contre 10 770 en 2007) et, de 2005 à 2009, les surdoses mortelles de cocaïne ont augmenté de 15 %. Sous sa forme crack, un « caillou » de 0,2 gramme coûtait £ 23 en 2000 ; £ 15 en 2009. Les chiffres officiels montrent que ± 180 000 Britanniques, surtout jeunes, consomment du crack.

Des doutes toujours plus sérieux

116

Le « Plan Colombie »

En 1986, le gouvernement des États-Unis déclare que les stupéfiants mettent en « péril la sécurité nationale »¹⁰. Ainsi, engagée dans une « guerre à la drogue » (*war on drugs*), la Maison Blanche finit, tardivement, par comprendre que, pour les Américains, le principal danger en la matière est la cocaïne qui, depuis la décennie 1970, inonde chaque année un peu plus le pays. Or 90 % de la cocaïne consommée aux États-Unis provient de Colombie, principal pays producteur dans le cône nord de l'Amérique du Sud. C'est donc en Colombie qu'il faut agir.

Colombie : terres cultivées en coca	
Décennie 1980	± 46 000 hectares (ha)
Décennie 1990	± 61 000 ha
Décennie 2000	± 140 000 ha

Soit en 20 ans, une explosion (+350%) de la culture de la coca.

Le président Clinton conçoit ainsi un « Plan Colombie », rendu public en mai 1999¹¹, et mis en œuvre en septembre 2009 par Clinton et Pastrana pour la Colombie. Un plan, notons-le, approuvé et appuyé par le Parlement européen, en une résolution publiée le 1^{er} février 2001. Conséquence : les États-Unis..., l'Union européenne..., voilà l'ONU DC embarquée dans une affaire voulue et soutenue par ses principaux financeurs. Doté d'un budget (américain) de 5 milliards de dollars, le premier « Plan Colombie » (2000-2005) vise à réduire de moitié la production colombienne de cocaïne ; tout en ramenant le calme dans le pays, en pacifiant et en désarmant la narco-guérilla des FARC ainsi que les milices anti-guérilla, rassemblées en Autodéfenses Unies de Colombie (AUC).

L'échec est patent. Alors qu'en 1998, la production estimée de cocaïne en Colombie était de 326 tonnes, elle est de 649 tonnes en 2004 ! Une division par 2 ? Non : un doublement¹². D'où la tentation politique de trafiquer un si désastreux thermomètre et de manipuler les chiffres. Si la manœuvre réussit, le « Plan Colombie » devient un succès, et l'électorat américain est content...

On verra plus bas comment s'opère la manipulation. Indiquons simplement ici qu'elle joue sur les surfaces cultivées en coca en Colombie, au Pérou et en Bolivie¹³ ; superficies supposées donner par extrapolation les quantités de cocaïne produite. L'affaire demande aussi des opérateurs souples et rompus à de telles... acrobaties. Remarquons à ce propos qu'en novembre 2009, ce n'est pas la Maison Blanche (*Office of National Drug Control*

Policy) qui révèle l'étonnant et merveilleux succès de la lutte anti-cocaïne en Colombie¹⁴, mais, depuis l'ambassade américaine de Bogota, le *Crime and Narcotics Center* de la CIA... Ces manipulations, il revient à un scientifique italien, le professeur Alessandro Donati, de les avoir exposées et critiquées le plus explicitement et avec le plus de clarté¹⁵.

Les pertinentes critiques
du professeur Donati

Après une enquête approfondie et durable sur le terrain, puis une analyse critique des données disponibles, le professeur Donati constate que les chiffres fournis par l'ONUDDC sur la culture de la coca et la production de cocaïne en Amérique latine sont incohérents.

Sans doute sous la pression des États-Unis manipulant ces chiffres à la baisse pour des motifs exposés ci-dessus, l'ONUDDC « arrange » aussi ce qu'elle publie sur le sujet. Et ce malgré les critiques officielles italiennes, qui « s'étonnent » de ces écarts entre la réalité du terrain et des chiffres onusiens peu fiables et crédibles.

Dans la réalité, ajoute le professeur Donati, il y a vraisemblablement 300 000 – sinon 500 000 – hectares plantés en arbustes à coca en Amérique latine, pour une production annuelle d'environ 2 000 tonnes de cocaïne HCL ; le triple de ce qu'annonce l'ONUDDC (en chiffres ronds : 100 000 ha plantés, 600 t. produites) et près du quadruple de ce qu'affirment les États-Unis.

Ces 2 000 tonnes de cocaïne produisant, après saisies, un chiffre d'affaires annuel de 70 milliards d'euros.

- Les incohérences de l'ONUDDC

On les constate d'abord à l'aide d'une simple calculette¹⁶.

Observons, dit Donati, les chiffres donnés en 2005 par le *World Drug Report* de l'ONUDDC et le ministère américain de la Défense (*US Department of Defence*), analysons-les et calculons.

Production mondiale estimée de cocaïne :
980 tonnes

Saisies dans les Amériques : 546 tonnes
Saisies dans le reste du monde : 92 tonnes

Total des saisies : 638 tonnes

Donc, cocaïne disponible à la consommation (l'offre réelle) : 342 tonnes

Consommation estimée dans les Amériques :
± 450 tonnes

Consommation dans le reste du monde :
± 300 tonnes

Total de la consommation (la demande réaliste) : ± 750 tonnes

Manquent donc à l'appel... ± 400 tonnes de cocaïne ! Sachant qu'au même moment, le prix de la cocaïne, exprimé en dollars constants pour une pureté moyenne stable, continue de baisser !

Gênée, l'ONUDDC donne des explications confuses sur des erreurs de calculs dues à des « différentiels de pureté », des

« découvertes tardives » sur la productivité de certaines plantations... et rectifie le tir l'année suivante, où elle annonce de façon plus réaliste une production mondiale de 937 tonnes de cocaïne et des saisies mondiales de 353 tonnes.

Incohérence encore en 2007, sur les surfaces colombiennes cultivées en coca. L'ONU DC estime ces surfaces à 99 000 ha mais annonce par ailleurs que, la même année, 96 000 ha ont été éradiqués, et 13 400 ha traités par fumigation dans ce pays. D'où une impossibilité théorique de récolter la moindre feuille de coca en Colombie... Pays qui, de façon un peu vexante pour l'ONU DC, reste de loin, le premier producteur mondial de cocaïne réelle.

Incohérence toujours en 2008, année où la production mondiale de cocaïne est estimée à 845 tonnes. Or qui, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008, compile comme le fait l'équipe de Donati (dans toute langue compréhensible) toutes les saisies mondiales de plus de 10 kg, obtient une estimation prudente de... 800 tonnes de cocaïne saisies ! Ajoutons-y les « mules » et le micro-trafic : on saisit autant de cocaïne qu'on en fabrique... Tout en ayant toujours une consommation mondiale, satisfaite dans l'ensemble, de 700 à 800 tonnes. Une consommation confirmée grâce aux sciences « dures », physique, chimie, etc., comme on le verra plus bas.

... Ce que même l'ONU DC commence à reconnaître, puisque, dans son rapport 2010 [cf note 1, en début d'article], elle admet désormais que « À cause des progrès accomplis en chimie, il faut aujourd'hui

de moins en moins de feuilles pour la fabrication de la cocaïne ».

- Ce que nous apprennent les enquêtes de terrain

Même si cela relève de l'implicite, tout l'effort d'estimation des plantations et productions de cocaïne, effectué par l'ONU DC comme par les États-Unis, repose sur la profonde méfiance qu'éprouvent ces instances pour les Latino-Américains, notamment pour les natifs des pays producteurs de cocaïne (Colombie, Pérou, Bolivie)¹⁷.

On tient donc peu ou pas compte des efforts que déploient les Latino-Américains sur le terrain, pour lutter contre la culture du cocaïer et la fabrication de cocaïne HCL. Or ces efforts existent, sont parfois massifs et le plus souvent sincères, notamment en Colombie. C'est dans ce champ délaissé par l'ONU DC et les États-Unis que Donati va mener son enquête¹⁸. Avec des résultats étonnants.

Au centre du dispositif colombien de lutte antidrogue, l'Observatorio nacional de drogas de Colombia. Cette tour de contrôle coordonne l'action spécifique de l'armée (*Ejercito nacional*, 8 divisions), de la Marine nationale (*Armada*), de la police nationale (33 directions régionales), des forces aériennes, du service de sécurité intérieure (*Departamento Administrativo de Seguridad*, DAS) et du parquet général (*Fiscalia General de la Nacion*). En 2008, ces forces combinées ont conduit 2 338 opérations antidrogue ayant au total découvert et détruit :

- 3 348 « laboratoires » de base, baraquements primitifs dans lesquels on transforme les feuilles de coca en pâte base,

- et 311 installations plus sophistiquées nommées *crystalizaderos* (cristalisateurs) où l'on transforme la pâte-base en cocaïne HCL.

Cette activité de détection/destruction a permis à l'Observatoire colombien de créer un gigantesque tableau de synthèse (sous *Excel*), que l'auteur de ces lignes a pu lire à loisir. Ce tableau détaille 1 878 opérations spécifiques antidrogue, selon 60 entrées minutieuses. Parmi celles-ci : date et lieu précis, identification de l'unité policière ou militaire concernée, source de l'information, entité criminelle impliquée, nombre d'installations sur place, matériels utilisés sur le site, produits précurseurs (solides ou liquides) trouvés sur le site, tonnage de feuilles de coca trouvé sur le site, idem pour la pâte-base et/ou cocaïne HCL, capacité mensuelle de production de cocaïne HCL par le site, identité des individus capturés *in situ*, par « profession », détails des armes, munitions et explosifs trouvés sur place...¹⁹

Or, en 2008, les 1 878 opérations décrites dans des rapports détaillés (rappelons qu'il y en a eu 2 338 au total) ont permis de saisir 599 494 kg (environ 600 tonnes) d'équivalent-cocaïne HCL²⁰ !

Il existe bien sûr d'autres labos et « cristalisateurs » restés inconnus – une majorité sans doute – et pour diverses raisons, 460 labos rasés ne figurent pas au tableau de synthèse. Mais, en ne prenant en compte que ces 1 878 labos, les saisies

sont de 40 % supérieures aux 430 tonnes qu'annonce l'ONUDDC comme production potentielle totale de cocaïne colombienne pour 2008 ! Après nettoyage des chiffres, dédoublemnages, etc. l'extrapolation restrictive de la production annuelle totale de cocaïne dans la seule Colombie atteint ainsi 2 000 tonnes/an ; dont après saisies, environ 1 400 tonnes livrées aux marchés.

Portant cette fois sur les cultures de coca, d'autres faits confirment ce chiffrage. En 2007, l'ONUDDC estime ainsi que la province colombienne du Narino compte 15 600 ha plantés en coca. Faux, répond le gouverneur de la province, ce sont 60 000 ha. Dans la province de Cordoba, l'ONUDDC voit de 1 200 à 1 500 ha de cocaïer. Cette fois, c'est un chef narco qui dément. Aujourd'hui détenu, Salvatore Mancuso a dirigé la sanguinaire milice antiguérilla AUC. Pour lui, Cordoba compte de 15 000 à 18 000 ha de cocaïer, la moitié appartenant à la guérilla des FARC, l'autre aux AUC ; avec leurs plantations dans la province, ajoute Mancuso, ces dernières produisent de 3,5 à 4 t par mois de cocaïne HCL.

De telles rectifications sur les surfaces plantées en coca, et sur les quantités de cocaïne fabriquées, permettent à leur tour de résoudre un mystère, touchant, lui, à la consommation de cocaïne dans les métropoles européennes, bien supérieure à ce qu'on imaginait.

Science : que dit la chromatographie ?²¹

En 2006, une enquête originale de l'Institut pharmacologique de Milan permet

pour la première fois d'estimer précisément la quantité de cocaïne consommée dans une métropole traversée par un fleuve. Pour cet institut²², le procédé de « chromatographie liquide à haute pression » fournit précisément la quantité d'une substance chimique (médicament, drogue) extraite des eaux usées municipales – sans pouvoir cependant quantifier ses consommateurs. Ainsi, la cocaïne extraite du fleuve Pô, en aval de Milan (un bassin de 5 millions d'habitants), établit à environ 40 000 doses une consommation quotidienne de la métropole, précédemment estimée par les autorités locales à 15 000 doses/jour, soit 167 % de plus.

120

Depuis, de semblables analyses faites ailleurs montrent de semblables écarts. En Belgique, l'analyse par chromatographie des eaux usées a démontré en 2007 que ce pays consommait \pm 1,75 tonne de cocaïne par an (soit 50 000 doses par jour), le double par rapport aux estimations antérieures, plus rudimentaires (sondages, etc.), pour un montant total annuel de \pm 70 millions d'euros au prix de détail. La même année, on a ainsi pu constater qu'il se consommait 8 000 doses de cocaïne par jour à Oslo, en Norvège. En mars 2010, de tels tests sur l'eau des égouts ont montré qu'il se consommait, chaque week-end à Stockholm, 3 000 doses de cocaïne ; 2 000 dans le centre ville, 1 000 dans les banlieues.

Conclusion

Ainsi, la critique des données existantes, les enquêtes de terrain, les analyses scientifiques vont-elles toutes dans le même sens et indiquent au minimum que :

- Les chiffres des États-Unis et de l'ONU DC reflètent mal l'état réel des plantations de coca et les tonnages de cocaïne produits,

- L'analyse prudente effectuée sur les laboratoires et de « cristalliseurs » éradiqués en Colombie permet de supposer une production de cocaïne bien supérieure à celle publiée par l'ONU DC ; *a fortiori*, par les États-Unis.

- Les tests par chromatographie effectués dans les cours d'eau et égouts de diverses métropoles signalent une consommation réelle de cocaïne bien supérieure aux précédentes estimations ; à tel point que les chiffres de cette drogue disponible à la vente selon l'ONU DC (production *estimée* moins les saisies *recensées*) en deviennent risibles.

S'agissant d'un fléau social et médical de cette ampleur, le gouvernement français, et la Commission européenne peuvent-ils fermer les yeux et sembler croire à des chiffres – en tous cas incohérents – sinon peut-être mensongers ? Nous espérons que non.

Notes

1. En 2010 encore : *Libération*, 3 juillet 2010 « Cocaïne : la Colombie bat le Pérou en brouillant les lignes » : selon le rapport ONU-Drogue et Crime (ONUDDC) paru en juin 2010, les plantations (connues) de coca en Colombie seraient passées en dix ans (2000-2010) de 160 000 hectares à 68 000 hectares.
2. « Sans doute » car ici règne la confusion : s'agit-il du seul marché « de gros » (drogues vendues par tonnes, ou centaines de kilos ; ou par centaines ou dizaines de milliers de doses ou de pilules) ? Sans doute, non. Cette somme de 300 milliards inclurait ce que l'on sait des ventes au détail. D'où la prudente formule « marché global », elle, inclusive : le « marché global de l'automobile », par exemple, regroupe les ventes en gros et celles de détail, à l'unité.
3. Minimum car souvent (sur demande des familles, par exemple) le décès par surdose de stupéfiants n'est pas déclaré comme tel, mais comme une attaque neurologique ou cardiaque.
4. Est dite « cocaïne pure » celle qui contient 85 % minimum de principe actif.
5. Chlorhydrate : sels formés par combinaison de l'acide chlorhydrique avec certaines bases ; ici, la pâte-base de coca (*basuco*).
6. ONUDDC : Organisation des Nations Unies - Drogues et Crime ; États-Unis : Département d'État, DEA ou CIA. À 98 % la coca est cultivée, et la cocaïne produite, dans le cône nord de l'Amérique latine : Colombie, Pérou, Bolivie. Notons aussi que l'ONUDDC estime la production de cocaïne des pays observés selon les surfaces cultivées en coca (*UNODC Crop Monitoring Programme*), ce qui rend ces estimations difficiles à transférer d'un pays producteur à l'autre.
7. Les données se lisent ainsi : production et saisies durant l'année 2007, et publiées en 2008 par l'ONUDDC, ou par divers services des États-Unis ; et ainsi de suite, pour 2008-2009.
8. *National Drug Threat Assessment 2010*, voir sources, à la fin de cette étude.
9. Le mode de calcul des toxicomanes en Grande-Bretagne ignorant nombre des marginaux, les chiffres donnés ici sont minimaux.
10. White House, 1986, *National Security Decision Directive 221* - Narcotics and National Security, Washington DC, Department of State.
11. Plan Colombie : voir www.ciponline.org/colombia/planco198.htm.
12. On verra plus bas que ces chiffres sont douteux, car sans doute minorés – ce qui rend l'échec *réel* plus cuisant encore.
13. On trouve aussi quelques cultures de coca en Équateur, au Brésil et au Venezuela, mais modestes pour l'instant.
14. Pour la CIA (année 2008), les plantations colombiennes de coca ont diminué de 29 % et la cocaïne produite, de 39 %. L'ONUDDC emboîte le pas et constate en Colombie une forte baisse de la production de cocaïne : 430 t. au lieu de 600 t. l'année précédente.
15. Le professeur et expert international Alessandro Donati a dirigé seize ans durant la recherche du Comité olympique italien sur la drogue et le sport ; puis a conseillé le ministre italien de la Solidarité sociale, et le Parlement italien, sur le dopage et les stupéfiants. Membre de la commission scientifique du ministère italien de l'Éducation, ses recherches et travaux sur la cocaïne ont été publiés par l'association de lutte antimafia, Libera. En novembre 2009, à Bruxelles, le Conseil économique et social européen a remis son prix annuel au président de Libera, Dom Luigi Ciotti, pour l'action de son association en défense de la société civile.
16. Bien entendu, estimer la production d'une substance illicite, ce en prime par des criminels dangereux, ne saurait être une science exacte. Sur la production de coca, on ignore encore pour l'essentiel les effets de l'introduction de techniques agronomiques modernes, semences transgéniques, etc. On sait encore que s'ils le peuvent, les narcos s'étant fait saisir une cargaison de, disons, 100 kg de drogue en produisent vite 200 kg pour compenser la perte. De même, pour les saisies, un double comptage est toujours possible, même de bonne foi, par

divers services officiels, police, douane. Tout cela incite à la prudence, mais n'excuse pas des calculs incohérents s'écartant du double ou du triple des réalités visibles sur le terrain.

17. Hors de ces trois pays, seuls producteurs massifs de cocaïne base, celle-ci est raffinée (transformation de cocaïne base en cocaïne HCL) dans d'autres pays de la région : Argentine, Brésil, Chili, Équateur, Panama, Paraguay, Venezuela.

18. Cela, il peut le faire plus aisément que d'autres. L'importante association italienne Libera est présidée par un ecclésiastique, sans doute pourvu de contacts influents dans la fort catholique Colombie...

19. Prudente, cette synthèse précise que ces divers labos sont de toutes tailles, allant d'une production minimale de 30 kg à 27 tonnes par mois ; tous ont un temps d'usage limité, nul d'entre eux ne fonctionnant comme une usine, en année pleine ; etc.

20. Pour disposer d'un commun dénominateur statistique, toute la pâte-base, aux divers stades de fabrication de la drogue, est rapportée par un simple calcul à la cocaïne HCL prête à la vente.

21. Le rapport annuel 2008 de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies expose ce procédé en un paragraphe intitulé « Estimer la consommation de cocaïne en analysant les eaux usées municipales ». On y décrit cette débutante « épidémiologie des eaux usées » analysant les éléments de décomposition des stupéfiants excrétés dans l'urine des consommateurs ; son intérêt et ses limites.

22. Publiés le 17 novembre 2006 par la revue de l'« American Chemical Society » ; voir *Le Figaro* du 26 décembre 2006 « La drogue analysée dans les égouts permet d'évaluer les consommations », et *Courrier International* du 28 juin 2007 « Les nouveaux Sherlock Holmes de la drogue ».

23. European Commission, Directorate General Justice Freedom & Security – « Assessing changes in global drug problems, 1998-2007 », 2009.

Résumé

Que sait-on exactement sur la production et le trafic de cocaïne, à l'échelle planétaire ? En fait, pas grand-chose, et les chiffres donnés par le gouvernement des États-Unis et par l'ONU-Drogue et Crime sont plutôt flous, et parfois même « politisés ». Des éléments importants venus du terrain, comme de la recherche scientifique la plus pointue, permettent de penser que la production de cocaïne dans le cône nord de l'Amérique latine, de même que les quantités de cocaïne acheminées vers les grandes métropoles d'Europe et d'Amérique du Nord sont sans doute plus importantes qu'on ne l'imagine à la lecture des chiffres publiés. Exposer ces doutes, ces recherches et ces évolutions : tel est l'objectif de cette étude.

Abstract

Cocaine: what do we really know about its worldwide production and traffic? Actually, not much as the figures delivered by the American government and the United Nations -Drug and Crime are at the best hazy, sometimes even politically "doctored".

New facts and informations from the Latino-American field, and from some recent hi-tech studies, show that cocaine production and trafficking into Europe and Northern America are probably far more important than one usually believes, when reading the US gov. and UNODC figures. Reveal those doubts, researches and evolutions: such is the aim of the present study.

Sources

Médias

- « Cocaine overdoses on the rise », *Daily Telegraph*, 25 août 2010.
- « Cocaïne : la Colombie bat le Pérou en brouillant les lignes », *Libération*, 13 juillet 2010.
- « Coca production makes a comeback in Peru », *New York Times*, 13 juin 2010.
- « Sewage Exposes Stockholm Cocaine Use », *The Local*, 22 mars 2010.
- « It's really a war on the poor. A war nobody believes in », *Counterpunch*, 20 novembre 2009.
- « Spain, EU gateway for cocaine sees growing addiction », *Deutsche Presse Agentur*, 14 septembre 2009.
- « 90% of banknotes from 18 cities have traces of cocaine on them », *WUSA*, 18 août 2009.
- « La coke s'effondre, l'ecstasy bondit », *Libération*, 25 juin 2009.
- « Drogues : les chiffres de l'ONU sont grotesques », *Libération*, 24 janvier 2009.
- « UN drastically underestimates cocaine production, group says », *Bloomberg*, 23 janvier 2009.
- « The transformation of organized crime », *American Daily*, 22 janvier 2009.
- « Remember the War on Drugs? », *New York Times*, 19 novembre 2007.

Rapports, études, etc.

- « Résultats 2009 de la Douane », Direction générale des douanes et droits indirects, avril 2010.
- « National Drug Threat Assessment 2010 », US Department of Justice - National Drug Intelligence Center, février 2010.
- « Cocaine : a european union perspective in the global context », 2010 - Europol + EMCDDA (European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction).
- « The cocaine trade », UK - House of Commons Home Affairs Committee, seventh report of Session 2009/2010, Vol. I - 23 février 2010.
- « État du phénomène de la drogue en Europe », Observatoire européen des drogues et des toxicomanies - Rapport annuel 2009 & 2008.
- « Assessing changes in global drug problems, 1998-2007 », European commission, Directorate general Justice, freedom and security, 2008.
- « Results from the 2007 'National Survey on drug use and health' national findings », US Department of health and human services, 2008.
- « Survey of inmates in state and federal correctional facilities », US Department of Justice, october 2006.

Travaux et références du professeur Donati

(ses travaux en italien ou en anglais) www.flarenetwork.org - www.libera.it

- « Cocaine production: the Italian ministry of Internal affairs dispute the UN - Doubts on the data », *Redattore Sociale*, 6 novembre 2009.
- « Dossier Colombia, production and smuggling of cocaine », *Libera-Flare*, février 2009.

Annexe

La Commission européenne et les stupéfiants

En 2009, la Commission européenne a parrainé un rapport ²³ sur l'évolution du trafic et de la consommation des stupéfiants, montrant ainsi qu'elle ressentait la gravité d'un problème aussi stratégique dans sa dimension criminelle qu'en matière de santé publique. Un rapport préfacé par M. Jacques Barrot, alors vice-président de la Commission en charge de Justice-Liberté-Sécurité.

Or, ce surprenant rapport offre peu d'intérêt et tient plutôt du cache-misère - sinon du simulacre.

Surprenant, ce rapport l'est d'abord car la Commission européenne l'a confié à un *think tank* américain lié au Pentagone, la Rand corp. et à une institution psychologique néerlandaise - sans nul apport criminologique, alors que mondialement, la production et le trafic des stupéfiants sont une activité à 100 % criminelle. Il faut ainsi attendre la p. 36 du rapport pour trouver une brève allusion à une possible présence criminelle dans le narcotraffic mondial. Ensuite, ce rapport rétrospectif recycle plutôt d'anciens écrits de la Rand sur le sujet : ses références sont souvent anciennes ou dépassées, en tous cas banales, on apprend peu à les lire.

Pire, ce rapport ne contient rien de précis sur l'Europe ! En exergue, M. Barrot souligne que « La stratégie européenne 2005-2012 sur la drogue exige une politique ancrée dans les faits » - or, il n'y a pas un mot dans ce rapport sur qui trafique quoi, et où dans l'Union européenne - rien sur le fait qu'en Europe, tout le trafic des stupéfiants est sous la coupe d'entités criminelles.

Enfin, ce rapport intègre cinq études préalables, nulle d'entre elles n'abordant précisément l'aspect criminel des trafics ; et des recherches effectuées dans 18 pays, dont un tiers seulement appartient à l'UE et la majorité est tout ou partie hors d'Europe : Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, Chine, Colombie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Hongrie, Inde, Mexique, Pays-Bas, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.



N°12 | À la recherche de l'ultra-gauche

L'ultragauche : épiphénomène politique ou label médiatique ? Il n'est pas aisé, d'emblée, de définir l'ultragauche. « Courant » fragmenté, dont on ne se réclame pas mais dans lequel on est catégorisé, classé à la gauche de l'extrême gauche, ses fondements idéologiques dérivent des théories marxistes mais restent flous et tendent précisément à rejeter tout dogmatisme. L'ultragauche prône « l'action autonome en tant que classe » et, de façon plus générale, la révolution. Les médias aujourd'hui attribuent souvent à tort à l'ultragauche la propension à la violence, la filiation avec le communisme, le léninisme et l'anarchisme.

Ce dossier de *Sécurité globale* examine les enjeux qui touchent à un mouvement politique à la fois marginal et médiatisé.

Revue trimestrielle
185 x 255 | 144 pages
Commande en ligne et abonnement sur
www.choiseul-editions.com (paiement sécurisé)

> DERNIERS DOSSIERS

Sécurité Globale n°11 | Lutter contre les proliférations

Sécurité Globale n°10 | Contre-insurrection(s)

Sécurité Globale n°9 | La ruée vers l'eau

Sécurité Globale n°8 | La privatisation de la guerre

Sécurité Globale n°7 | Combattre la piraterie maritime

« *Sécurité globale* se distingue par son approche transversale qui en fait d'ores et déjà un outil de référence sur les questions de sécurité. »

L'Expansion

Emmanuel LECHYPRE - Rédacteur en chef

« *Certainement la revue de référence sur les questions de sécurité globale.* »



Ali LAÏDI - chroniqueur à France 24,
spécialiste des questions de terrorisme et
de guerre économique

Sécurité Globale

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

M, Mme, Mlle _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

_____ Code postal _____

Ville _____ Pays _____

Adresse électronique _____

1 an (4 numéros)	France	Autres pays
Particuliers	98 €	138 €
Institutionnels	215 €	290 €

Quand le tarif particuliers s'applique, les abonnés doivent payer par chèque personnel ou par carte bancaire et doivent communiquer une adresse de livraison personnelle.

À partir du numéro _____

Je souhaite acquérir un exemplaire de **Sécurité Globale** :

n° 12 n° 11 x 28 € le numéro

n° 10 n° 9 (33 € institutions)

n° 8 n° 7 et frais de port :

France : 2,10 €

Reste du monde : 4, 50 €

Date _____

Signature/cachet

Paiement par virement bancaire vers

Crédit du Nord

59, boulevard Haussmann

75361 Paris, cedex 08

Banque : 30076 - Agence : 02019

Compte : 57336700200 - clé RIB : 09

IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 009

swift (BIC) : NORDFRPP

précisez

« frais bancaires à la charge du donneur d'ordre »

ou

Paiement par chèque à l'ordre de

CHOISEUL EDITIONS

Attention,

les chèques étrangers doivent être en euros, compensables en France.

CHOISEUL EDITIONS

28 rue Étienne Marcel,

75002 Paris, France

Tel +33 1 53 34 09 93

abonnement@choiseul-editions.com

GRATUIT

Pour tout abonnement ou réabonnement, le n°50 de la revue *Géoéconomie* vous est offert.

Je souhaite recevoir un exemplaire du *Géoéconomie* n°50 : « les conflits de la mondialisation ».

Ce numéro exceptionnel revient aussi bien sur la genèse et l'évolution de la théorie de la géoéconomie que sur les grands enjeux géoéconomiques mondiaux.

